

**PRISE DE PAROLE DE SOLIDAIRES AUVERGNE
À LA MANIFESTATION DU 24 JANVIER À CLERMONT-FERRAND**



Il y a une semaine, sur cette même place, je déclarais à propos de la journée de grève interprofessionnelle de ce 24 janvier, « *si chacun d'entre nous arrive à convaincre une ou deux personnes d'être en grève et en manifestation, nous serons assez nombreux que le 5 décembre* ».

Ce pari est réussi !

Aujourd'hui, alors que le projet de loi retraites est présenté en conseil des ministres, **nous sommes très nombreux dans la rue à Clermont-Fd** et, partout en France, pour dire non à ce gouvernement et à son projet de retraite à points.

Notre détermination à faire céder le gouvernement ne faiblit pas !

La lutte, par la grève reconductible ou non, se poursuit dans de nombreux secteurs : les transports, l'éducation, la culture, jeunesse et sports, les raffineries et la chimie, l'énergie, le ramassage et le traitement des déchets, l'agro-alimentaire, les collectivités territoriales, les ports, à la Banque de France, chez les avocat-es, etc.

La mobilisation se poursuit et se diversifie.

Si la stratégie évolue, l'objectif initial de retrait du projet gouvernemental demeure intact ! Nous ne renonçons pas et nous ne renoncerons pas tant que le projet ne sera pas retiré !

Après presque 50 jours, un certain nombre de camarades des secteurs fers de lance du mouvement actuel, ont cessé de reconduire leur grève tous les jours.

Aujourd'hui, ils sont là dans la grève et en manifestation, avec nous !

Hier encore ils étaient 150 en AG régionale à Clermont-fd pour reconduire la grève dans les gares de la région.

Tout comme des salarié-e-s du privé impliqué-e-s dans les mobilisations qui ont appelé leurs collègues des associations, du commerce, de l'industrie, de

l'informatique, des services... à se mobiliser pour faire de ce 24 janvier une journée d'une ampleur exceptionnelle.

La mobilisation ne faiblit pas !

Hier, à Clermont comme partout en France, nous étions nombreux avec nos flambeaux, nos chants, nos slogans pour une manifestation déterminée et festive animée, comme aujourd'hui, par la chorégraphie féministe « à cause de Macron ». Ces dernières semaines, de multiples initiatives de visibilité de notre mobilisation ont eu lieu dans différents secteurs : l'énergie, la Culture, l'Éducation nationale, la Recherche, les collectivités territoriales, les crèches...

Hier à la gare de Clermont- Fd. Ces actions très médiatisées ébranlent le pouvoir qui ne trouvent rien d'autre à leur opposer que le mensonge et la menace !

La hiérarchie de l'éducation nationale s'est indignée du blocage des 1ères épreuves communes de contrôle continu (les fameuses E3C) au lycée Blaise Pascal à Clermont-Fd.

Blocage pour lequel des camarades, représentant-e-s syndicaux sont convoqué-e-s au commissariat et ont reçu un courrier les menaçant de sanctions administratives.

Blanquer s'est discrédité en mentant de manière éhontée. Lui qui a osé prétendre que 99,9 % des enseignants approuvent sa politique et que les actions contre ses mesures sont le fait d'une minorité radicale! 0,1 %, ça ferait donc autant de monde?

Si la situation était moins grave, on pourrait presque en rire !

Mais, non, on ne peut pas en rire ! Ce gouvernement, ose parler de violence quand des enseignant-e-s en grève jettent de vieux manuels scolaires devant un Rectorat , quand nos camarades de la CGT énergie coupent le courant, quand des manifestant-e-s pénètrent dans des lycées pour bloquer des épreuves ou dans les locaux de soutiens du gouvernements ou de la CFDT qui a trahi... Ils devraient avoir honte eux qui cassent tous nos services publics et détruisent notre modèle social.

Eux prétendent imposer des réformes dont personne ne veut.

Eux qui précarisent et appauvrissent chaque jour un peu plus de monde. Eux qui n'hésitent pas à encourager les violences policières.

Ce conflit des retraites reflète la multiplicité des mécontentements et colères qui s'expriment sur l'ensemble du territoire depuis les manifestations des gilets jaunes.

Ce conflit est aussi une bataille médiatique, où les sondages montrent que les mensonges systématiques ne passent plus. Les contre-vérités, pour vendre la réforme ou pour dénigrer ceux qui la combattent, sont utilisées par ce gouvernement comme un système de communication.

**Jamais il n'a démontré que sa réforme de retraite à points était juste !
Et pour cause !
Elle est injuste !**

Avec la « *flexibilité* », instaurée par les lois travail, les carrières seront de plus en plus hachées. Donc, même les 1000 € de pension seront inaccessibles pour beaucoup.

Les femmes, redisons-le seront les grandes perdantes de ce système !

Actuellement seules 40 % des femmes ont une carrière complète, pourquoi en serait-il autrement avec cette réforme ?

La retraite à points ruinerait le système de retraites des fonctionnaires comme celui du privé. Plus que jamais, nous exigeons le retrait pur et simple du projet Macron-Delevoye-Philippe.

Le gouvernement étend au système des retraites une politique qu'il a déjà mise en œuvre ailleurs.

Avec la réforme de l'assurance chômage, le gouvernement a dégradé les droits d'au moins 40% des chômeurs et chômeuses, selon les dires mêmes de l'Unedic. Il a fait cette réforme contre l'avis de toutes les organisations syndicales, avec le mécanisme qu'il entend mettre en œuvre pour les retraites : discutez, discutez, si je ne suis pas satisfait, je décide...

Après l'abandon « *provisoire* » de l'âge pivot à 64 ans, dans lequel seule la direction nationale de la CFDT voit une victoire, nous savons bien que très vite ce gouvernement trouvera comme seul ajustement possible la réinstallation de cet âge pivot. Qui pourra rapidement fluctuer à la hausse bien au-delà des 64 ans !

***Or, nous ne voulons pas travailler plus longtemps.
Parce que le travail c'est pas une vie
et que la vie peut être autre chose que le travail.***

Macron n'aime pas le terme « *pénibilité* », lui qui ne sait pas ce que c'est que travailler !

Celles et ceux qui travaillent, n'hésitent pas à employer ce mot !
Oui c'est pénible le travail !

Et ça l'est de plus en plus à cause des contre-réformes successives qui ont dégradé les conditions de travail un peu partout.

C'est ça aussi ce que veulent signifier les travailleuses et travailleurs qui jettent symboliquement leur outil de travail à la figure du gouvernement.

Le gouvernement prétend que son projet est « *universel* » mais c'est d'abord un ***projet antisocial, libéral et autoritaire.***

La réforme des retraites qu'il prépare est un recul social majeur, elle affaiblira nos droits et diminuera nos pensions.

C'est bien le retrait pur et simple du système par points que nous continuons d'exiger

C'est pour atteindre cet objectif que nous sommes engagé-e-s depuis le 5 décembre dans une bagarre inédite par son ampleur et sa durée.

Pour gagner contre Macron, nous avons besoin de toutes les forces, nous devons faire converger les colères des salariés et de leurs organisations syndicales de lutte avec les colères des Gilets Jaunes, des mouvements pour la justice sociale et climatique, des associations de chômeurs, celle des salariés de Luxfer qui occupent leur usine...

Nous devons poursuivre la lutte par la grève et les manifestations, amplifier les diverses actions de convergences interprofessionnelles, imposer une pression économique, être partout, là où on nous attend mais aussi là où on ne nous attend pas !

**Nous ne devons pas les laisser faire.
Nous devons soutenir nos camarades victimes de répression !**

Il faut gagner !

C'est un enjeu primordial pour notre modèle social, il engage la protection sociale, l'avenir du droit à la retraite de l'ensemble des salarié-es de ce pays.

Nous voulons gagner parce que nous voulons imposer un autre avenir, imposer une autre répartition des richesses et leur dire « *c'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons* ».

Ensemble, uni-e-s , déterminé-e-s, nous pouvons forcer le gouvernement à abandonner cette réforme !

On les aura !